

du ministre des Finances, puis-je appeler l'attention du premier ministre sur le fait que la *Wellington Finance Corporation Limited* est en train de prendre en main quelque 46 p. 100 de l'actif de la *Bank of Western Canada*, qui a pourtant obtenu sa charte à la condition expresse qu'elle soit financée par des sources diverses. Voici maintenant que, par suite de cette transaction, le groupe *Sinclair Stevens-British International Finance*, vu l'importance de ses intérêts, pourra devenir maître d'une banque vraisemblablement établie pour aider les provinces des Prairies. Le premier ministre pourrait-il se renseigner sur cette affaire qui, de prime abord, semble devoir nuire à l'intérêt public?

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Monsieur l'Orateur, sans accepter les prémisses sur lesquelles repose la question, je serai heureux de discuter la chose avec le ministre des Finances et de la faire examiner.

LES NATIONS UNIES

L'AFRIQUE DU SUD—L'ABSTENTION DU CANADA SUR LA POLITIQUE D'APARTHEID

A l'appel de l'ordre du jour.

M. H. Russell MacEwan (Pictou): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au premier ministre. Peut-il aujourd'hui répondre à celle que je lui ai adressée mardi et que son secrétaire parlementaire a tenue comme préavis? Il s'agit de l'abstention du Canada lors du vote aux Nations Unies sur la résolution concernant l'Afrique du Sud.

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Je serai heureux de me renseigner à ce sujet, monsieur l'Orateur.

LES FINANCES

LES DIRECTIVES DES ÉTATS-UNIS À LEURS FILIALES CANADIENNES

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Colin Cameron (Nanaïmo-Cowichan-Les Îles): Monsieur l'Orateur, étant donné l'absence du ministre des Finances, j'adresse ma question au premier ministre. D'après une nouvelle reçue hier de Washington, le gouvernement américain est en train de publier, s'il ne l'a pas déjà fait, à l'intention des filiales canadiennes de sociétés américaines, de nouvelles directives qui, mises en œuvre, nuiraient gravement à la balance des paiements [Le très hon. M. Diefenbaker.]

du Canada. Je demande donc au premier ministre si le gouvernement étudie les moyens d'empêcher que cette mesure du gouvernement américain ne nuise à notre balance des paiements?

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Monsieur l'Orateur, j'espère que mon honorable ami me permettra de tenir cette importante question pour préavis.

LES TRANSPORTS

ENTENTES FINANCIÈRES CONNEXES À LA LÉGISLATION FÉDÉRALE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Thomas M. Bell (Saint-Jean-Albert): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre des Transports. Des dispositions financières seront-elles prévues dans le nouveau bill des transports à l'intention des chemins de fer? Si oui, le gouvernement négociera-t-il des prolongations si ce bill des transports reste à l'étude cette année civile et si la Chambre ne l'adopte pas?

L'hon. J. W. Pickersgill (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, cette question, me semble-t-il, porte sur un point que nous débattons plus tard dans la journée, j'espère, et il conviendrait mieux de la poser au cours de ce débat que de l'inscrire au *Feuilleton*.

L'ÉDUCATION

L'UNIVERSITÉ MCGILL—DEMANDE D'AIDE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. A. D. Alkenbrack (Prince-Edward-Lennox): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au premier ministre. Nous dirait-il si son gouvernement a pris des mesures pour aider l'Université McGill dans la grave crise financière qu'elle traverse actuellement?

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Monsieur l'Orateur, l'Université McGill reçoit indubitablement de l'aide du gouvernement fédéral, de la façon prévue dans les arrangements que nous avons faits avec les provinces. On n'a pas pris de mesures spéciales à ce sujet.

M. Alkenbrack: Une question complémentaire. Le premier ministre n'estime-t-il pas qu'il y a discrimination contre cette très importante institution nationale d'enseignement?

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît.